



PROGRAMME DU B.U.B. 2009

L'Union belge (Belgische Unie – B.U.B.) est un parti centriste, créé en 2002, qui entend créer une nouvelle Belgique unitaire et forte.

1. UNE BELGIQUE UNITAIRE

Cela veut dire une Belgique avec:

- 1) un seul gouvernement et un seul parlement sans communautés ni régions,
- 2) une décentralisation sur la base des 9 provinces historiques (ce qui implique la réunification du Brabant),

3) une fusion des 19 communes bruxelloises en une seule Ville de Bruxelles,

4) le maintien des lois linguistiques,

5) une circonscription électorale nationale,

6) le maintien de la maison royale.

Il s'agit d'une structure simple, peu chère et efficace devant remplacer le fédéralisme qui a été introduit depuis 1970.

Dans une phase de transition, les trois communautés linguistiques pourront être maintenues tout en restreignant leurs compétences à la langue, la culture, l'enseignement et les médias.

En effet, le fédéralisme actuel est un échec total. Il s'agit d'un système cher (10 milliards d'euros par an), compliqué, inefficace, anti-démocratique, discriminatoire, corruptible, partitocrate, raciste (linguistique), hyperpolarisant, déstabilisant (l'Etat belge), archaïque, contraire à notre Histoire nationale, incompréhensible, asocial, contraire à l'esprit de notre Constitution (égalité des Belges), anti-européen, anti-globaliste, menaçant la prospérité, absurde, illogique, immoral, nuisant à notre image, intenable et indéfendable. Ce système n'offre aucun avantage, mais est maintenu en vie par une partitocratie et une médiocratie qui entravent la libre circulation des idées.

2. UNE BELGIQUE TOLERANTE ET MULTILINGUE

Ceci veut dire une Belgique où

1) tous les Belges sont égaux devant la loi, nonobstant leur diversité et quel que soit leur langue, origine, classe sociale, âge, sexe ou religion conformément à l'article 10 de la constitution.

2) vaut le principe "un homme, une femme, une voix" pleinement sans règles de parité;

3) l'autorité publique mène une lutte active contre le nationalisme et le racisme dans toutes ses formes à l'école, dans les médias et dans la rue;

4) l'autorité publique mène une politique active de bi- et de multilinguisme à travers les écoles et les médias pour faire en sorte qu'un maximum de Belges maîtrisent les deux grandes langues nationales (le français et le néerlandais).

3. UNE BELGIQUE LIBRE ET DEMOCRATIQUE

Ceci veut dire une Belgique où:

1) la partitocratie est supprimée par l'interdiction des subsides publics aux partis politiques et le maintien de l'interdiction aux entreprises de soutenir les partis financièrement ou matériellement ;

2) la médiocratie est enrayerée en supprimant l'aide publique aux médias ;

3) il existe un accès égal aux médias publics au profit de tous les partis politiques en période électorale, y compris les partis non représentés au parlement ainsi qu'un accès minimal au profit de tous les partis en dehors de la période électorale.

4) il y a des référendums contraignants.

5) on respecte la séparation des pouvoirs et où on revalorise la Chambre et le Sénat, notamment en intégrant dans ces institutions également des gens d'en dehors de la politique (p. ex. après un concours public);

6) les fonctions ministérielles sont ouvertes à la population via des examens publics, dont des tests linguistiques (comme on fait à l'égard des juges et des diplomates);

7) les hommes et femmes politiques doivent se tenir à un code déontologique en vertu duquel ils doivent démissionner dès qu'ils sont soupçonnés par la justice de fraude, de corruption, de conflit d'intérêt ou d'abus de pouvoir. Ces politiciens ne peuvent être spécialement protégés et doivent être sanctionnés plus sévèrement qu'un citoyen normal. Un homme ou femme politique se doit en effet de montrer l'exemple.

4. UNE BELGIQUE EUROPEENNE

Ceci veut dire une Belgique où:

la Belgique remplit son rôle historique de moteur de l'intégration européenne. Cette intégration doit surtout viser l'élargissement de l'Union européenne vers l'Europe de l'est (la Biélorussie, l'Ukraine, la Russie etc.) ainsi que la consolidation des acquis, plus que l'augmentation des compétences de l'Union européenne, sauf dans ces domaines où il est absolument nécessaire (p. ex. l'environnement, le transport et les finances).

Le Bénélux doit, en tant qu'association de coopération entre les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, renforcer l'influence de ces pays au sein de l'Europe.

5. UNE BELGIQUE ECONOMIQUEMENT FORTE

La Belgique était un grand pouvoir économique à la fin du 19^{ème} siècle et dans les années 50 et 60 du 20^{ème} siècle. Ce pouvoir s'est en grande partie perdue par le gaspillage et la mauvaise gestion. En outre, la perte du Congo en 1960 a causé une hémorragie de l'économie belge.

Voilà pourquoi la Belgique a besoin d'une nouvelle gestion efficace et peu coûteux et bien-sûr plus de sources de revenu.

En ce qui concerne ce dernier point, le B.U.B. propose:

1) La Belgique doit relancer son secteur touristique de façon active. Notre pays est magnifiquement doté d'une grande diversité naturelle et d'une histoire riche. Cet héritage naturel et culturel est pourtant mal géré. En investissant davantage dans le tourisme et en rénovant les bâtiments et routes, la Belgique recevra aussi beaucoup plus de revenus en provenance du tourisme.

2) La Belgique doit aussi se concentrer sur les matières qu'elle maîtrise: le transport, l'alimentation, la technologie de pointe. Ceci veut dire que l'autorité publique doit s'occuper de routes performantes, d'un contrôle minutieux des denrées et d'un enseignement efficace et multilingue.

3) La relation de la Belgique avec le Congo, l'ancienne colonie belge, est essentielle, mais au lieu de vouloir recoloniser ce pays, la Belgique devrait conclure un partenariat avec le Congo dans le cadre d'une relation d'intérêt réciproque. L'idée est que le Congo a besoin de la Belgique et que la Belgique a besoin du Congo. En échange du rétablissement de la sécurité et de la reconstruction de l'infrastructure et des services sociaux dans ce pays africain, la Belgique pourrait disposer gratuitement d'une partie des richesses naturelles du Congo.

4) L'immigration joue un rôle important dans l'économie. Pour cette raison, la Belgique doit encourager l'immigration économique quelque soit le pays de provenance de l'immigré. Une personne disposant du diplôme adéquat doit être le bienvenu en Belgique. Surtout les secteurs souffrant d'un manque de main-d'œuvre doivent pouvoir en profiter.

5) Les chômeurs doivent suivre une formation obligatoire ou un stage en entreprise ou travailler pour l'Etat après un an de chômage. Si ils refusent, ils perdent leur allocation de chômage.

6. UNE BELGIQUE SOCIALE

La Belgique doit mieux protéger les faibles de la société. Trop d'argent est dépensé pour financer des choses inutiles comme le fédéralisme, mais trop peu pour soutenir les pauvres, les personnes âgées, les handicapés et les malades. Les gens doivent pouvoir vivre et mourir de façon digne, de préférence à la maison en cercle familial. Les sans-abris et les indigents doivent être aidés immédiatement et efficacement lorsqu'ils le demandent. Les allocations des pensionnés et de maladie doivent être augmentées de façon sensible. Le secteur médical doit rester performant et payable.

La sécurité sociale doit être maintenue, mais assainie. Les gaspillages doivent être combattues. Tous les Belges doivent être traités sur pied d'égalité.

7. UNE BELGIQUE VERTE ET SAINTE

Tant l'aménagement du territoire que l'environnement en Belgique doivent être coordonnés de façon efficace et atteindre un haut niveau de qualité. Encore trop souvent, la Belgique donne un aspect sale et connaît une infrastructure viciée et obsolète. On ne peut plus tolérer cette situation. L'autorité belge doit prendre en charge le citoyen, l'infrastructure et l'environnement ainsi que tendre vers une harmonie entre ces trois éléments. La Belgique doit devenir un pays propre et moderne et très verdoyant où il est agréable de vivre.

Les Belges eux-mêmes doivent aussi rester ou devenir sains et en pleine forme. Le sport et une alimentation saine doivent être promus à l'école, dans la rue ainsi que dans les médias et ceci dans l'intérêt national. Des campagnes de prévention doivent endiguer les maladies. Les blessés et les malades doivent pouvoir bénéficier de soins de santé efficaces.

8. UNE BELGIQUE SÛRE ET JUSTE

Chaque parti se dit en faveur de "plus de sécurité", mais n'est pas en mesure de la réaliser. La raison est simple: l'autorité fédérale manque de moyens, ce qui explique notamment le fonctionnement déficient de notre appareil judiciaire. C'est dès lors uniquement dans le cadre d'un refinancement et d'un renforcement de l'Etat belge, souhaités par le B.U.B., qu'une vraie politique de sécurité pourra être menée.

Dans le cadre d'une telle politique, le B.U.B. réclame:

- 1) Une lutte efficace contre la criminalité organisée en octroyant plus de moyens à la police et à la justice, sans oublier une politique de prévention efficace.
- 2) Des peines effectives et non de vaines menaces ou des libérations anticipatives systématiques. Lorsque des crimes graves sont commis, le condamné peut perdre la nationalité belge et être contraint de quitter le pays en tant qu'apatride. La prison doit viser la rééducation et la réinsertion du condamné, plus que l'enfermement.
- 3) La création d'un tribunal unitaire par arrondissement de sorte que les affaires ne doivent plus être renvoyées en raison de problèmes de compétences.

9. UNE BELGIQUE A LA POINTE DU PROGRES

L'éducation joue un rôle crucial dans notre société belge. Les écoles et les universités méritent notre attention particulière. Les locaux de cours doivent être modernisés si nécessaire et l'enseignement doit être de la plus haute qualité pour tous les élèves et étudiants belges. Les écoles doivent aussi se trouver à proximité du domicile. Si besoin en est, il faudra construire davantage d'écoles.

Il existe 15 universités en Belgique, ce qui est trop pour un petit pays. Des fusions semblent dès lors nécessaires afin d'économiser des frais et d'augmenter l'efficacité et la qualité de l'enseignement.

10. BRUXELLES, CAPITALE DE LA BELGIQUE ET DE L'EUROPE ET CHEF-LIEU DU BRABANT

Bruxelles devra reprendre sa place en tant que chef-lieu de la province du Brabant après la suppression des régions. Les 19 communes devront être fusionnées en une. Un élargissement limité n'est pas nécessaire, mais doit pouvoir être étudié sur la base de critères économiques et sociologiques.

Bruxelles est aussi la capitale de l'Union européenne et doit le rester puisque la présence des institutions européennes apporte beaucoup de ressources dont la ville et le pays ont besoin.

Bruxelles procure aussi beaucoup de travail à des gens qui n'y habitent pas, les navetteurs. Ces gens doivent pouvoir venir habiter dans la ville, si ils le veulent. La densité de la population de la ville doit donc augmenter. La ville doit devenir plus propre, moins pauvre et plus agréable. Les transports en communs doivent être plus performants, ce qui nécessite notamment une extension du métro vers Uccle, Berchem Saint-Agathe et Evere, voire vers la périphérie.

PROGRAMMA B.U.B. 2009

De Belgische Unie (Union Belge-B.U.B.) is een centrumpartij, gecreëerd in 2002, die streeft naar een nieuw, unitair en sterk België.

1. EEN UNITAIR BELGIE

Dit wil zeggen een België met:

- 1) één enkele regering en één enkel parlement, zonder gemeenschappen noch gewesten;
- 2) decentralisatie van een deel van de uitvoerende macht op basis van de negen historische provincies (wat een hereniging van de provincie Brabant inhoudt);
- 3) fusie van de 19 Brusselse gemeenten tot één stad Brussel;
- 4) behoud van de taalwetten;
- 5) een nationale kieskring;
- 6) behoud van het koningshuis.

Het gaat om een eenvoudige, goedkope en efficiënte structuur die het sinds 1970 ingevoerde taalfederalisme moet vervangen.

In een overgangsfase kunnen de drie taalgemeenschappen nog behouden worden, maar hun bevoegdheden moeten dan wel beperkt worden tot taal, cultuur, onderwijs en media.

Het huidige taalfederalisme is immers een totale mislukking gebleken. Het is duur (10 miljard euro per jaar), ingewikkeld, inefficiënt, anti-democratisch, discriminerend, corrumperend, participatistisch, (taal)racistisch, hyperpolariserend, staatsbedreigend (en dus anti-Belgisch), ouderwets, tegengesteld aan onze nationale geschiedenis, onbegrijpelijk, tijdrovend, asociaal, tegengesteld aan de geest van onze Grondwet (gelijkheid der Belgen), anti-Europees, anti-globalistisch, welvaartsbedreigend, absurd, onlogisch, immoreel, imagoschadend, onwetenschappelijk en onverdedigbaar. Dit systeem biedt geen enkel voordeel, maar wordt in stand gehouden door een participatie en een

mediacratie (zie punt 3), die het vrij verkeer van ideeën belemmeren.

2. EEN TOLERANT EN MEERTALIG BELGIE

Dit wil zeggen een België waarin:

- 1) alle Belgen ongeacht hun verscheidenheid gelijk zijn voor de wet, welke ook hun taal, afkomst, sociale klasse, leeftijd, geslacht of religie zijn, zoals artikel 10 van de Grondwet dat voorschrijft;
- 2) het principe "één man of vrouw, één stem" ten volle geldt zonder pariteitsregels;
- 3) de overheid een actieve strijd voert tegen het nationalisme en racisme in al zijn vormen op school, in de media en op straat;
- 4) de overheid een actieve politiek van twee- en meertaligheid voert via de scholen en de media waardoor een maximum aantal Belgen minstens de twee grote landstalen (Nederlands en Frans) beheersen.

3. EEN VRIJ EN DEMOCRATISCH BELGIE

Dit wil zeggen een België waarin:

- 1) de partitocratie wordt afgeschaft door het verbieden van subsidies aan politieke partijen en een behoud van het verbod voor bedrijven om partijen financieel of materieel te steunen;
- 2) de mediacratie aan banden wordt gelegd door de overheidsteun aan de media af te schaffen;
- 3) er gelijke toegang is tot de openbare media voor alle politieke partijen in verkiezingsperiode, de partijen die niet vertegenwoordigd zijn in het parlement inbegrepen evenals een minimale toegang voor alle partijen buiten de verkiezingsperiode.
- 4) er bindende referenda worden georganiseerd.
- 5) er respect is voor de scheiding der machten en een heropwaardering van Kamer en Senaat o.a. door ook mensen buiten de politiek te integreren in deze instellingen (bijv. na een openbaar examen).
- 6) ministerfuncties opengesteld worden voor de bevolking door het afleggen van examens, waaronder taalproeven (zoals men dat doet voor rechters en diplomaten).
- 7) politici zich aan een deontologische code moeten houden waardoor zij onmiddellijk ontslag nemen wanneer zij door het gerecht verdacht worden van bedrog, corruptie, belangenvermenging of machtsmisbruik. Deze politici mogen niet speciaal beschermd worden en moeten zwaarder gestraft worden dan een gewone burger. Een politicus dient immers het voorbeeld te geven.

4. EEN EUROPEES BELGIE

Dit wil zeggen een België waarin:

België zijn historische rol van motor van de Europese integratie vervult. Deze integratie moet vooral gericht zijn op uitbreiding van de Europese Unie naar Oost-Europa (Wit-Rusland, Oekraïne, Rusland e.a.) en op de consolidatie van de verworvenheden, meer dan op een uitbreiding van de bevoegdheden van de Europese Unie, tenzij in die domeinen waar dit absoluut noodzakelijk is (bijv. milieu, transport en financiën).

De Benelux dient als samenwerkingsverband tussen Nederland, België en Luxemburg de stem van deze landen in Europa meer kracht bij te zetten.

5. EEN ECONOMISCH STERK BELGIE

België was een economische grootmacht op het einde van de 19de eeuw en in de jaren 50 en 60 van de twintigste eeuw. Deze macht is grotendeels verloren gegaan door verspilling en wanbeleid. Bovendien betekende het verlies van Congo in 1960 een grote adering.

België heeft daarom een nieuw efficiënt en goedkoop beleid nodig en natuurlijk meer inkomstenbronnen.

Wat dit laatste betreft, stelt de B.U.B. de volgende zaken voor:

- 1) België moet actief zijn toeristische sector aanzwengelen. België is immers een prachtig land met een grote landschappelijke diversiteit en een rijke geschiedenis. Dit natuurlijk en cultureel erfgoed is echter slecht beheerd. Door meer investeringen in toerisme en renovaties van gebouwen en wegen zal België ook veel meer inkomsten uit toerisme ontvangen.
- 2) België moet zich ook concentreren op die gebieden waarin het goed is: transport, voeding, spijttechnologie. Dat wil zeggen dat de overheid moet zorgen voor goede wegen, goede voedselcontrole en efficiënt en meertalig onderwijs.
- 3) De relatie van België met Congo, de vroegere Belgische kolonie, is essentieel, maar in plaats van dit land te willen herkolonialiseren, moet België een partnerschap met Congo afsluiten in het kader van een win-win-relatie. De idee is dat Congo België nodig heeft en België Congo. In ruil voor het verzekeren van de veiligheid en het heropbouwen van de infrastructuur en de sociale voorzieningen in dit Afrikaans land, zou België gratis over een deel van de natuurlijke rijkdommen van Congo kunnen beschikken.
- 4) De immigratie speelt een belangrijke rol in de economie. Daarom moet België de economische immigratie bevorderen ongeacht het land

van herkomst van de immigrant. Iemand met het gepaste diploma moet welkom zijn in België. Vooral sectoren die lijden aan een gebrek aan arbeidskrachten moeten hiervan kunnen profiteren.

5) De werklozen moeten na een jaar werkloosheid verplicht een opleiding volgen, een stage in een bedrijf volgen of voor de staat werken. Als ze weigeren, verliezen ze hun werkloosheidsvergoeding.

6. EEN SOCIAAL BELGIE

België moet de zwakkeren van de maatschappij beter beschermen. Er gaat teveel geld naar nutteloze zaken zoals het federalisme, maar te weinig naar de armen, ouderen, gehandicapten en zieken in onze maatschappij. Mensen moeten waardig kunnen leven en sterven, liefst thuis in familieverband. Daklozen en kansarmen moeten onmiddellijk en efficiënt geholpen worden als ze erom vragen. Pensioenen en ziekte-uitkeringen moeten gevoelig verhoogd worden. De medische sector moet performant en betaalbaar blijven.

De sociale zekerheid moet behouden blijven, maar dient betaalbaar te blijven. Verspillingen moeten tegengegaan worden. Alle Belgen moeten op voet van gelijkheid behandeld worden.

7. EEN GROEN EN GEZOND BELGIE

Zowel de ruimtelijke ordening als het milieu van België moeten goed gecoördineerd worden en van hoge kwaliteit zijn. België ligt er nog te dikwijls bij als een vuil land met een gebrekkige en versleten infrastructuur. Dat kan niet langer meer. De Belgische overheid moet zorg dragen voor mens, infrastructuur en milieu en streven naar een harmonie tussen die drie elementen. België moet een proper en modern land worden met veel natuur waar het opnieuw aangenaam is om te wonen.

De Belgen zelf moeten ook gezond blijven of worden. Sport en gezonde voeding moeten op school, op straat en in de media aangemoedigd worden als zaken van nationaal belang. Preventiecampagnes moeten ziekten voorkomen. Een performante gezondheidszorg moet de zieken en gewonden weer genezen.

8. EEN VEILIG EN RECHTVAARDIG BELGIE

Elke partij zegt voor "meer veiligheid" te zijn, maar kan dit niet verwezenlijken. De reden is simpel: de federale overheid heeft geld tekort en vooral daarom loopt onze justitie mank. Enkel in het kader van een herfinanciering en een versterking van de Belgische staat die de B.U.B. wenst kan een échte veiligheidspolitiek gevoerd worden.

In het kader van zulk een politiek vraagt de B.U.B.:

- 1) Een efficiënte strijd tegen de georganiseerde misdaad door meer middelen te verlenen aan politie en gerecht, met inbegrip van een efficiënt preventief beleid.
- 2) Effectieve straffen en geen loze bedreigingen of systematische voorbarige vrijlatingen. Bij het begaan van zware misdrijven kan men de Belgische nationaliteit verliezen en als apatride het land uitgezet worden. De gevangenis moet gericht zijn op heropvoeding en reïntegratie in de maatschappij, meer dan op opsluiting.
- 3) De creatie van een eenheidsrechtbank per arrondissement zodat rechtszaken niet meer verwezen worden wegens bevoegdheidsproblemen.

9. EEN VOORUITSTREVENDE BELGIE

Opvoeding speelt een cruciale rol in onze Belgische maatschappij. De scholen en universiteiten moeten vernieuwde aandacht krijgen. Leslokalen moeten gemoderniseerd worden indien nodig en het onderwijs moet van de hoogste kwaliteit zijn voor alle Belgische leerlingen en studenten. De scholen moeten ook dicht bij de woonplaats gelegen zijn. Desnoods moeten er meer scholen gebouwd worden.

Er zijn in België 15 universiteiten. Dat is teveel voor een klein land. Fusies zijn dan ook noodzakelijk met als enige doelen kosten te besparen en de efficiëntie en de kwaliteit van het onderwijs te verhogen.

10. BRUSSEL, HOOFDSTAD VAN BELGIE EN VAN EUROPA EN HOOFDPLAATS VAN BRABANT

Brussel moet zijn rol als hoofdplaats van de provincie Brabant terug opnemen na de afschaffing van de gewesten. De 19 gemeenten moeten tot één worden gefusioneerd. Een beperkte uitbreiding is niet noodzakelijk, maar dient op basis van economische en sociologische criteria bestudeerd te worden.

Brussel is ook de hoofdstad van de Europese Unie en dient het te blijven omdat de aanwezigheid van de Europese instellingen de stad en het land van vele noodzakelijke inkomsten voorziet.

Brussel verschaft ook veel werk aan mensen die er niet wonen, de pendelaars. Deze mensen moeten in de stad kunnen wonen als ze dat willen. De bevolkingsdichtheid van de stad dient bijgevolg vergroot te worden. De stad moet properder worden, minder arm en aangenamer. Het openbaar vervoer dient performanter te zijn, wat ondermeer een uitbreiding van de metro naar Ukkel, Sint-Agatha-Berchem en Evere vereist en zelfs naar de rand rond Brussel.